



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 22/04/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2024

### **Partie nominative**

#### **CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)**

Terre Plein de Mourepiane  
Porte 4 - CS 40034  
13016 Marseille

Affaire suivie par : Guillaume PESTELLE

Téléphone : 04.88.22.65.65

Courriel : Guillaume.Pestelle@developpement-durable.gouv.fr

Références : D-0645-MRS-2024

Code AIOT : 0006404176

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 11/03/2024 de l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9) implanté Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

**Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Guillaume PESTELLE, Unité départementale des Bouches-du-Rhône, Pôle Chronique Risque, inspecteur de l'environnement
- Aymeric DARTEVEL, Unité départementale des Bouches-du-Rhône, Pôle Chronique Risque, inspecteur de l'environnement

**Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

M. PACELLE, Directeur du site

M. JACQUIN, Responsable HSE

Le courriel d'échange avec l'administration est [j.pacelle@cndm.eu](mailto:j.pacelle@cndm.eu).

| Rédacteur  | Vérificateur   | Vérificateur bis | Approbateur  |
|--|--|------------------|--|
| <p>L'inspecteur de l'environnement</p> <p><i>Signé</i></p> <p>Guillaume PESTELLE</p> | <p>L'adjointe au chef de l'UD13,</p>  <p>Anouck RIO-BARCONNIERE</p> |                  | <p>Par délégation, l'adjointe au chef de l'UD13,</p>  <p>Anouck RIO-BARCONNIERE</p> |

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 11/03/2024 de l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9) implanté Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Surveillance des rejets aqueux** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023 article : 2.1 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Détection incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023 article : 2.8.2 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Stockage de peinture** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023 article : 2.8.5 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Valeurs limites des rejets aqueux** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020 article : 5.10 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Rétentions** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020 article : 4.11 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Propreté** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020 article : 3.4 - délai : 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 22/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)**

Terre Plein de Mourepiane  
Porte 4 - CS 40034  
13016 Marseille

Références : D-0645-MRS-2024  
Code AIOT : 0006404176

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9) implanté Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)
- Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006404176
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture de navire, au sein des formes 8 et 9 des bassins Est du GPMM.

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | Surveillance des rejets aqueux    | Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.1   | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 6  | Détection incendie                | Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.2 | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 7  | Stockage de peinture              | Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.5 | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 8  | Valeurs limites des rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.10  | Mise en demeure, respect de prescription   | 2 mois                |
| 9  | Rétentions                        | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11  | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 10 | Propreté                          | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.4   | Mise en demeure, respect de prescription   | 15 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 2  | Aires de carénages                     | Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.2   | Sans objet        |
| 3  | Nettoyage des formes                   | Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.4   | Sans objet        |
| 4  | Surveillance des rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.5.5 | Sans objet        |
| 5  | Moyens incendie                        | Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.1 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de l'inspection révèlent de nombreuses non conformités. En particulier, les conditions de stockage, de manipulation, d'application des peintures sont à l'origine d'un risque notable d'accident et de pollution du milieu. En outre, les installations de traitement des rejets aqueux sont manifestement inadaptées pour permettre le respect des valeurs limites de rejets applicables pour les paramètres cuivre et zinc.

Il ressort de cette inspection que les moyens humains, techniques et organisationnels mis en œuvre par la société CNM sont nettement insuffisants pour permettre le respect de la réglementation applicable.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des rejets aqueux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.<br><br>Débit : Continu (*)<br>Température : Continu<br>pH : Continu<br>DCO (sur effluent non décanté) : Mensuelle<br>Matières en suspension totales : Mensuelle<br>DBO5 (**) (sur effluent non décanté) : Mensuelle<br>Azote global : Mensuelle<br>Phosphore total : Mensuelle<br>Cuivre et ses composés (en Cu) : Mensuelle<br>Zinc et ses composés (en Zn) : Mensuelle<br>Autres substances spécifiques du secteur d'activité : Semestrielle<br><br>(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.<br>(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.<br><br>En l'absence totale d'activité dans la forme (absence de navire, forme en eau) ou sur les aires d'activités définies à l'article 2.2 du présent arrêté, la réalisation des mesures est suspendue pour la période d'inactivité. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments justifiant les périodes d'inactivité. |
| <b>Constats :</b><br><br>La société CNM a modifié son programme de surveillance des rejets aqueux, et réalise désormais une analyse mensuelle de ses rejets pour l'ensemble des paramètres.<br><br>Toutefois, l'analyse des paramètres débit, température et pH n'est pas réalisée en continu.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |



## N° 2 : Aires de carénages

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les opérations de carénages sont réalisées exclusivement dans la forme de radoub et sur deux aires d'activités extérieures aménagées sur les terre-pleins pour ce qui concerne les opérations réalisées sur les canots de sauvetage.<br><br>Ces aires extérieures sont clairement identifiées, et disposent d'un revêtement étanche permettant la collecte de l'ensemble des effluents aqueux (y compris les eaux pluviales).<br><br>A l'exception des opérations de nettoyage/décapage à l'eau, les opérations de ponçage, décapage et grenaillage sont réalisées dans des cocons munis d'un dispositif de captage et de traitement des rejets atmosphériques. Ces derniers doivent être conformes aux valeurs limites d'émission définies à l'article 2.5.1 du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les aires de carénages prévues n'ont pas encore été réalisées. Toutefois, aucune opération de carénage ou de peinture n'avait lieu à l'extérieur des formes le jour de l'inspection.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

## N° 3 : Nettoyage des formes

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le fond de la forme et les aires de carénages font l'objet d'un nettoyage régulier durant la période de travaux, et d'un nettoyage complet à la fin des travaux (évacuation des déchets, balayage et nettoyage à sec), avant remise en eau pour ce qui concerne la forme.<br><br>Les déchets sont collectés et évacués conformément à la réglementation.<br><br>Les opérations de nettoyage sont consignées dans un registre prévu à cet effet. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. |
| <b>Constats :</b><br><br>La société CNM dispose d'un registre de suivi des opérations de nettoyage effectuées dans les formes, qui permet de s'assurer que des nettoyages réguliers sont bien effectués.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |



#### N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.5.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant propose à l'inspection au plus tard deux mois à compte de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance environnementale intégrant une ou plusieurs campagnes de mesures en dynamique représentative des conditions météorologiques sur une année.</p> <p>Les systèmes de mesures en continu mis en place sont précisés. Ils permettent de mesurer les pics de concentrations en COV et en poussières (particules fines PM 2,5 et PM10).</p> <p>Cette surveillance est mise en place au plus tard quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours.</p> <p>Dans tous les cas, les conditions météorologiques telles que la température, la pression, les précipitations, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée pendant toute la durée de la campagne de surveillance.</p> <p>Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé.</p> <p>Le programme de surveillance doit être réalisé dans des conditions représentatives de l'activité du site.</p> <p>Dans le cas d'une campagne de surveillance ponctuelle, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours).</p> <p>Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance. L'implantation spatiale des points de mesure et le choix des matrices (air, retombées de poussières) analysées doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets de polluants atmosphériques et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales et les zones comprenant potentiellement des cibles sensibles (zones d'habitation, écoles ...). Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est détaillé dans le programme de surveillance.</p> <p>Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Conformément à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs propres rejets et de répondre aux prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Un rapport d'étape est transmis à l'Inspection à la moitié de la réalisation du programme de surveillance.</p> <p>Le rapport final exposant les résultats du programme de surveillance est transmis à l'Inspection au plus tard 3 mois après la fin de ce programme.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>La société CNM a transmis une proposition de programme de surveillance environnementale des</p>   |

émissions atmosphériques.

Ce document est en cours d'instruction par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Moyens incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'une alarme permettant de prévenir l'ensemble du personnel présent sur le site ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure
- 17 bouches incendie réparties sur la périphérie des formes de radoub, et permettant de délivrer 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 3 bouches.
- Plusieurs réseaux de RIA dans les ateliers mécaniques, chaudronnerie, logistique et dans le hangar CIMM
- Des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque

Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les navires présents dans les formes sont raccordés à un réseau incendie permettant le maintien en fonctionnement de tous leurs moyens de lutte contre l'incendie.

**Constats :**

La société CNM a présenté l'ensemble des rapports de vérification des moyens incendie. Les observations relevées sur différents rapports ont fait l'objet des mesures correctives adaptées. Les devis et bon de commande correspondants ont été fournis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Détection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

**Prescription contrôlée :**

Les installations et locaux suivants sont munis d'un système de détection incendie automatique :  
• Hangar CIMM

|   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Containers de stockage peinture</li> <li>• Cabine de peinture</li> </ul> <p>L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La société CNM dispose d'un système de détection dans le hangar CMM. Le dernier rapport de contrôle, datant de moins de six, n'a pas révélé de non-conformité.</p> <p>Les conteneurs de stockage de peinture dispose de détecteurs de fumée simples qui ne sont pas reliés au SSI du site, et qui ne disposent d'aucun report d'alarme. A défaut d'être à proximité immédiate du conteneur, le déclenchement de l'alarme n'a aucun effet. En outre plusieurs de ces détecteurs étaient hors-service le jour de l'inspection. Enfin, l'exploitant n'a pu présenter aucun rapport de vérification de ces dispositifs.</p>             |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>  |

#### N° 7 : Stockage de peinture

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.5</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'exception des encours liés à l'application, les peintures sont stockées dans des conteneurs maritimes dédiés, munis d'une rétention correctement dimensionnée et d'un système de détection incendie avec alarme.</p> <p>La quantité totale de peinture stockée est limitée à 36 tonnes. L'exploitant dispose d'un document permettant de connaître à tout instant la quantité de peinture stockée dans les conteneurs maritimes. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et des services de secours.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La société CNM dispose de conteneurs pour le stockage des peintures. Toutefois, un des conteneurs ne dispose d'aucune rétention et d'aucun dispositif de détection.</p> <p>L'inspection a constaté que plusieurs détecteurs incendie sont défectueux. En outre, aucun report d'alarme ou autre dispositif n'est présent. Seul un signal sonore à l'intérieur du conteneur est présent en cas de déclenchement, ce qui ne permet pas une information fiable en l'absence d'une présence permanente au niveau des conteneurs.</p>                             |

|   |
|---|
| La société CNM ne dispose d'aucun registre permettant de connaître la quantité de peinture stockée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

#### N° 8 : Valeurs limites des rejets aqueux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :</p> <p>Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)<br/> 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j<br/> 35 mg/l au-delà</p> <p>DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)<br/> 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j<br/> 30 mg/l au-delà</p> <p>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)<br/> 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j<br/> 125 mg/l au-delà</p> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.</p> <p>Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)<br/> 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j<br/> 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j</p> |

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.

Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350)

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j

2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j

1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.

Chrome hexavalent et composés (en Cr6+) : (Code SANDRE : 1350)

0,05 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j

Chrome et ses composés (en Cr) : (Code SANDRE : 1389)

0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Cuivre et ses composés (en Cu) : (Code SANDRE : 1392)

0,15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Nickel et ses composés (en Ni) : (Code SANDRE : 1386)

0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Zinc et ses composés (en Zn) : (Code SANDRE : 1383)

0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j

Trichlorométhane (chloroforme) : (Code SANDRE : 1135)

50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j

Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1) : (Code SANDRE : 1106)

1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j

Hydrocarbures totaux : (Code SANDRE : 7009)

10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j

Tétrachloroéthylène : (Code SANDRE : 1272)

25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j

Dichlorométhane (Chlorure de méthylène) :

50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.



|   |
|---|
| <b>Constats :</b>   |
| Les résultats des analyses de l'autosurveillance réalisée en 2023 ont révélés des dépassements récurrents et parfois très importants (plus de 50 fois supérieurs) pour les paramètres cuivre et zinc. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

#### N° 9 : Rétentions

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de plusieurs dizaines de m3 de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (peintures, huiles, gazole) stockés sans rétention dans la forme et sur les terre-pleins. Les quelques rétentions présentes étaient remplies par les eaux pluviales.</p> <p>Les opérations de préparation/mélange des peintures ne sont pas réalisées sur des aires permettant de recueillir les écoulements et les eaux de lavage. Certaines opérations sont réalisées au droit des avaloirs du réseau d'eaux pluviales, directement connectés au milieu naturel.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>Proposition de délais : 1 mois</b> |
|---------------------------------------|

**N° 10 : Propreté**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.4 |
|--|

|  |
|--|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté |
|--|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

L'inspection a constaté la présence de nombreux déchets à proximité des avaloirs du réseau d'eaux pluviales. De nombreux big-bags de déchets dangereux sont remplis au-delà de leur capacité, avec d'important risques de déversement et de dispersion des déchets.

|   |
|---|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites |
|---|

|   |
|---|
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
|---|

|   |
|---|
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours |
|---|